

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/JAM/2

29 avril 2002

(02-2439)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponses aux questions des ÉTATS-UNIS¹ concernant les nouvelles notifications complètes et de mise à jour de la JAMAÏQUE²

La Mission permanente de la Jamaïque a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 25 avril 2002.

Mesures d'incitation en faveur du secteur manufacturier

Loi d'encouragement des industries d'exportation

Question n° 1

Sous quelle forme l'allégement fiscal est-il accordé aux entreprises dans le cadre de ce programme (par exemple abattement ou exonération d'impôts)?

Réponse

La Loi d'encouragement des industries d'exportation a été promulguée en 1956. Les sociétés agréées qui opèrent dans le cadre de cette loi bénéficient d'un allégement fiscal pour les bénéfices résultant des activités d'exportation agréées ainsi que d'une exemption de droits à l'importation (tarif extérieur commun/taxe générale à la consommation) concernant les biens d'équipement ainsi que les matériaux cousus importés pour être utilisés pour la production du produit agréé.

Question n° 2

L'allégement fiscal est-il accordé en tant que pourcentage? Dans l'affirmative, quels pourcentages s'appliquent?

¹ G/SCM/Q2/JAM/1.

² G/SCM/N/3/JAM, G/SCM/N/16/JAM, G/SCM/N/25/JAM, G/SCM/N/38/JAM, G/SCM/N/48/JAM, G/SCM/N/60/JAM.

Réponse

Les sociétés exportant 100 pour cent de leur production vers des marchés extérieurs à la région de la CARICOM peuvent bénéficier d'une exonération totale de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices résultant de l'exportation du produit agréé.

Les entités/sociétés agréées exportant une part de production (sociétés exportant partiellement leur production) ont droit à un allègement fiscal proportionnel au niveau des ventes à l'exportation. Pour bénéficier de cet abattement, les exportateurs doivent atteindre un seuil de 5 pour cent d'exportations et doivent exporter leurs produits vers des pays extérieurs à la région de la CARICOM.

Question n° 3

Comment sont déterminés les fabricants "agréés"?

Réponse

Une société qui fabrique ou envisage de fabriquer un produit d'exportation agréé peut être déclaré fabricant agréé si l'exportateur fournit au Ministre des finances et de la planification l'assurance que:

- La production est adaptée aux marchés extérieurs à la région de la CARICOM.
- L'exportateur est enregistré ou constitué en Jamaïque. Si la société est enregistrée ou constituée en dehors de la Jamaïque, elle doit avoir en Jamaïque un bureau ou un lieu où elle exerce des activités.
- L'exportateur possède une usine pour la production du produit agréé.
- Le produit fabriqué par les exportateurs a été agréé par les organismes de normalisation de la branche d'activité concernée.

Zones franches de Jamaïque travaillant pour l'exportation

Question n° 1

Sous quelle forme l'allègement fiscal est-il accordé aux entreprises dans le cadre de ce programme (par exemple abattement ou exonération d'impôts)?

Réponse

La Loi sur les zones franches de Jamaïque travaillant pour l'exportation a été promulguée en décembre 1982. Les sociétés opérant dans le cadre de cette loi bénéficient d'un allègement fiscal ou d'une exonération fiscale de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices provenant de l'activité agréée. Les sociétés agréées peuvent également importer en franchise les biens d'équipement, les matières premières et les articles destinés à l'activité agréée.

Question n° 2

L'allègement fiscal est-il accordé en tant que pourcentage? Dans l'affirmative, quels pourcentages s'appliquent?

Réponse

Comme indiqué ci-dessus, les sociétés situées en zones franches bénéficient d'un allègement fiscal total (exonération fiscale) en ce qui concerne les bénéfices découlant de l'activité agréée.

Question n° 3

Quelles activités sont considérées comme "agréées"?

Réponse

Les activités prescrites, qui peuvent être réalisées dans les zones franches, sont précisées dans la première annexe de la loi. Ces activités sont les suivantes:

- Entreposage et stockage
- Opérations de fabrication
- Opérations de transbordement
- Chargement et déchargement
- Exportations/importations
- Marchandisage
- Montage
- Conditionnement et expédition

N.B. Le Ministre peut modifier cette liste d'activités selon que de besoin.

Question n° 4

Est-il actuellement projeté de mettre fin graduellement à ce programme en faveur des exportations d'ici à 2003, de la même manière que cela l'est pour la Loi d'encouragement des industries d'exportation?

Réponse

Ce programme reste à l'examen. Toutefois, il est maintenant prévu qu'il devrait se poursuivre conformément à la Décision ministérielle pertinente de Doha.

Prêts assortis de conditions de faveur de la Banque nationale de développement (devenue la Banque de développement de la Jamaïque) et de l'EXIM Bank

Question n° 1

Quelles sont les conditions à remplir pour obtenir ces prêts?

Réponse

Les prêts de la Banque de développement de la Jamaïque en dollars jamaïcains sont accordés au secteur de production à un taux d'intérêt de 13 pour cent par an pour le bénéficiaire final, tandis que le crédit exprimé en dollars EU est accordé à des taux d'intérêt de 10 à 13 pour cent par an. Les prêts ont normalement des échéances de trois (3) à dix (10) ans. Un moratoire pouvant aller jusqu'à trois ans peut être accordé pour le remboursement du principal si cela est jugé nécessaire.

Une obligation spéciale pour le développement a été émise en juillet 2000 afin de promouvoir la croissance économique de la Jamaïque. Cette obligation spéciale est libellée en dollars jamaïcains et donne au bénéficiaire un taux d'intérêt de 9,5 pour cent. Les prêts financés au titre de cette obligation ont une échéance allant jusqu'à sept (7) ans, et un moratoire de deux (2) ans maximum pour le remboursement du principal. Les priorités pour le financement au titre de l'obligation dans le secteur manufacturier sont les suivantes:

- Rééquipement
- Nouvelles technologies
- Forte expansion
- Création d'emplois
- Recettes/épargne en devises étrangères

Les prêts assortis de conditions de faveur offerts par la EXIM Bank jouent essentiellement sur les taux d'intérêt appliqués aux emprunteurs et sont exprimés de la façon suivante:

- 1) Des prêts à court terme destinés à financer les fonds de roulement consacrés soit i) aux frais de préexpédition soit ii) au financement des créances après expédition, soit aux deux, sont accordés aux exportateurs pour une période de 120 à 180 jours à des taux d'intérêt de 9,5 et 12 pour cent par an.
- 2) Des prêts à moyen terme pour la modernisation et le rééquipement des usines sont accordés aux exportateurs directs, ainsi que pour le remplacement des importations par des industries en amont et autres activités d'exportation indirectes pour une période de cinq (5) ans à un taux de 12 pour cent (12) par an.
 - 1) Des prêts à moyen terme pour des capitaux de roulement sont accordés au secteur des petites entreprises pour une période de quatre (4) ans à un taux d'intérêt de 12 pour cent par an.

Question n° 2

Ces prêts sont-ils réservés à des branches d'activité et/ou à des entreprises particulières? Dans l'affirmative, pourriez-vous indiquer quelles branches d'activité et/ou entreprises en ont bénéficié?

Réponse

Tous les projets viables du secteur manufacturier peuvent prétendre à un financement de la Banque de développement de la Jamaïque. Les secteurs qui dans le passé en ont bénéficié sont les suivants: les vêtements, les meubles, l'agro-industrie, les constructions métalliques, la cuisson, le papier, le marbre, la chimie et les produits chimiques, les dalles, les boissons et tabacs et les minerais non métalliques.

De même, les prêts de la EXIM Bank sont généralement accordés au secteur manufacturier/secteur de production. Toutefois, certains programmes de prêts visent spécifiquement les exportateurs. Ces programmes relèvent essentiellement du mécanisme de prêts à court terme destinés à financer les fonds de roulement (comme indiqué ci-dessus). Ces prêts ne sont pas limités à certaines branches d'activité ou à certaines entreprises, encore que la EXIM Bank se focalise sur des secteurs non traditionnels, si bien que des domaines tels que la production de bauxite et d'alumine, de sucre et de banane ne seraient pas pour elle un pôle prioritaire.

Question n° 3

Ces prêts sont-ils accordés conditionnellement à des activités de production et/ou d'exportation?

Réponse

Les prêts de la Banque de développement de la Jamaïque comme de la EXIM Bank ne sont pas nécessairement accordés conditionnellement à des activités de production et/ou d'exportation. Néanmoins, comme noté ci-dessus, la EXIM Bank a des prêts spécifiques en faveur des exportateurs.

Soutien aux industries extractives et des minerais industriels

Question n° 1

Pourriez-vous indiquer la loi habilitante originelle, et préciser quand les récentes directives ont été mises en œuvre et ont pris effet?

Réponse

La première loi d'habilitation est la Loi d'encouragement aux industries de la bauxite et de l'alumine de 1950, comme modifiée par la loi de décembre 1997 du même nom. Les directives adoptées récemment ont été mises en œuvre et ont pris effet en 1997.

Soutien à l'industrie cinématographique

Question n° 1

Veuillez décrire le genre d'avantages fiscaux et tarifaires consentis dans le cadre de ce programme.

Réponse

La Loi d'encouragement à l'industrie cinématographique a été promulguée en 1972. Dans ce cadre, les producteurs de films agréés ont droit à une exonération de l'impôt sur le revenu s'agissant des bénéfices ou des gains acquis dans le secteur de la production cinématographique. En outre, les machines et/ou matériels utilisés pour la construction de studios, etc., servant à la production cinématographique, bénéficient d'une franchise de droits.

Question n° 2

Ce programme est-il accessible aux résidents/producteurs non jamaïcains?

Réponse

Les programmes d'incitation sont offerts aux résidents et aux non-résidents qui satisfont aux prescriptions légales. Au titre de l'article 13 de la Loi d'encouragement à l'industrie cinématographique, aucune personne ou société autre que les personnes ou sociétés qui sont enregistrées ou constituées dans le cadre de la loi en vigueur en Jamaïque ne sera déclarée producteur de films agréé. En conséquence, les producteurs/sociétés non résidents, qui sont enregistrées conformément à la législation, peuvent en bénéficier.

Question n° 3

Quelles sont les conditions à remplir pour bénéficier de l'aide prévue dans le cadre de ce programme?

Réponse

Pour qu'un film soit agréé, les critères suivants doivent être satisfaits:

- Une demande d'agrément doit être faite par une société enregistrée ou constituée dans le cadre du droit jamaïcain.
- Le demandeur doit s'engager à dépenser l'argent localement chaque année de production.

Soutien à l'industrie du tourisme

Question n° 1

Veillez décrire le genre d'avantages fiscaux et tarifaires accordé dans le cadre de ce programme.

Réponse

Les avantages fiscaux et tarifaires accordés dans le cadre de la Loi d'encouragement à l'hôtellerie et de la Loi sur les résidences secondaires sont les suivants:

- exonération de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices dégagés pendant la période d'exonération;
 - exonération de l'impôt sur le revenu pour les dividendes versés aux actionnaires;
 - exonération du droit à l'importation en ce qui concerne les articles (par exemple matériaux de construction/équipements touristiques) précisés dans la liste;
 - exonération de la Taxe générale à la consommation (TGC).
-